

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 18/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

FERTIVAL SAS

La Vallée
22400 QUINTENIC

Code AIOT : 0005514431

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2023 dans l'établissement FERTIVAL SAS implanté La Vallée à QUINTENIC (22400). L'inspection a été annoncée le 04/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERTIVAL SAS
- La Vallée 22400 QUINTENIC
- Code AIOT : 0005514431
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FERTIVAL SAS est une unité de production d'engrais, d'amendements et de fertilisants à partir de matières organiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention du risque incendie et moyens d'intervention ;
- Respect des Valeurs Limites d'Emissions (rejets atmosphériques et eau).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 05/01/2018, article 1	/	Sans objet
2	Rubrique 4718-2b - Règles d'aménagement	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article Annexe1 - 2.1.2	/	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/08/2011, article 3.2.3	/	Sans objet
4	Bilans et rapports annuels	Arrêté Préfectoral du 16/08/2011, article 7.4.1	/	Sans objet
5	Rejets au milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 16/08/2011, article 3.5.6	/	Sans objet
6	Entretien du débourbeur/déshuileur	AP Complémentaire du 05/01/2018, article 3	/	Sans objet
7	Gestion du risque Incendie	AP Complémentaire du 05/01/2018, article 5	/	Sans objet
8	Etude Flumilog	AP Complémentaire du 05/01/2018, article 2	/	Sans objet
9	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 16/08/2011, article 2.5.1	/	Sans objet
10	Systèmes de rétentions	Arrêté Préfectoral du 16/08/2011, article 6.5.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans l'ensemble, le site est bien tenu.

L'établissement a amélioré ses dispositifs de prévention contre l'incendie suite à l'incident survenu sur le site en 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/01/2018, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques
Prescription contrôlée : L'arrêté préfectoral modificatif du 5 janvier 2018 met à jour les rubriques de l'établissement comme suit: " Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées : - Rubrique n°2170-1 : Fabrication des engrais et support de produits finis : 80 000 t/an de produits finis → régime A. - Rubrique n°2791 : Traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781: 80 000 t/an -> régime A. - Rubrique n°4718-2 : Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 : 12.5 t -> régime D. - Rubrique n°2171 : Dépôt de fumier, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'exploitation agricole : total = 15 495 m3; produits en cellule: 225 m3; produits conditionnés en extérieur : 15 270 m3 -> régime D. - Rubrique n°2260-1 : Broyage — criblage de substances végétales où tout autre produit organique : 2 broyeurs = 108 kw (90+18) -> régime D. - Rubrique n°2910-1 : Installation de combustion : total = 3060 kw; groupe électrogène alimenté au fuel : 260 kw; 3 brûleurs à air chaud alimenté au gaz : 2800 kw -> régime D. *A (Autorisation) ; D (Déclaration)"
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant précise aux inspecteurs que le site a évolué au regard des rubriques n° 2260 et 2910 prévues par l'arrêté préfectoral du 16/08/2011 modifié le 05/01/2008. En effet, les deux broyeurs ont été enlevés. De fait, l'établissement n'est plus concerné par la rubrique 2260-1. Concernant la rubrique 2910, l'exploitant informe les inspecteurs que le groupe électrogène de 260 kW a été enlevé. Toutefois, pour des raisons d'assurance, un groupe électrogène de 48 kW a été installé pour le fonctionnement des RIA en cas de coupure d'électricité. Les trois brûleurs à gaz qui cumulent 2800 kW sont toujours présents et utilisés. Au total, le site cumule 2848 kW pour cette rubrique, contre 3060 kw auparavant. L'installation reste classée au régime DC. Le lendemain du contrôle, l'exploitant a transmis un courrier au service des installations classées afin que ces évolutions soient prises en compte par l'inspection des installations classées lors de la prochaine refonte de l'arrêté préfectoral du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rubrique 4718-2b - Règles d'aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, Annexe 1 – point 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'aménagement
Prescription contrôlée : "b) Les distances minimales suivantes, mesurées horizontalement à partir des orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes et des orifices de remplissage des réservoirs aériens, sont également observées à la date de déclaration en préfecture, selon la capacité déclarée de chaque réservoir. [...]"
Constats : Lors de la visite d'inspection, les inspecteurs constatent qu'un big-bag est tombé dans la zone clôturée de la cuve de gaz.

La clôture est écrasée sous le poids du big-bag, ne permettant plus la sécurisation de la zone proche de la cuve.

Au regard de l'arrêté ministériel du 23/05/2005 et étant donné que la cuve a été installée à une date antérieure au 1er janvier 2018, les aires d'entreposage doivent respecter une distance de 10m minimum avec les orifices d'évacuation à l'air libre des soupapes et des orifices de remplissage des réservoirs aériens.

L'exploitant a mesuré cette distance qui est alors de 11.5 m.

Dans un mail du 09/10/2023, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que pour pallier au risque de chute de big-bag, il est prévu de réduire le stockage de big-bag à un seul niveau (contre deux jusqu'alors) à proximité de cette cuve.

Observations :

Il conviendra de remettre la clôture en état et de mettre en application l'action corrective proposée.

Ce point sera revu lors de la prochaine inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2011, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Valeurs limites des concentrations et des flux dans les rejets atmosphériques :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Paramètre	Concentration (valeur instantanée)	Concentration (moyenne sur 6 heures)	Flux en Kg/j	Flux
NH3	20 mg/m ³	12 mg/m ³	25kg/j	2,2 kg/j
Poussières	30 mg/m ³	20 mg/m ³	45 kg/j	3,3 kg/j

Le débit maximal à l'émission est de 111 000 m³ par heure durant la période d'activité de l'établissement, et la vitesse d'éjection est supérieure à 8 m/s."

Constats : Les rapports d'activités annuels sont régulièrement transmis au service d'inspection. Ils contiennent les résultats de l'autosurveillance des rejets atmosphériques.

Dans le rapport de l'année 2022, la vitesse d'extraction mesurée est proche des 6 m/s en deçà des 8m/s fixés par l'arrêté préfectoral.

Néanmoins lors de l'inspection, les inspecteurs ne notent pas d'odeur particulière. Aucune plainte n'a d'ailleurs été reçue à ce sujet.

Quant à l'analyse des Mercaptans et des H₂S, celle-ci affiche un résultat de 0.

D'après l'exploitant, ce résultat est inscrit quand l'analyse révèle une concentration inférieure à la limite de quantification. Néanmoins, il conviendrait que cet élément soit renseigné dans le rapport. Le résultat « 0 » laisse place à l'interprétation et à douter de la réalisation de l'analyse.

De plus, les valeurs limites d'émission ne sont pas indiquées dans le tableau. A l'avenir, il conviendra de les faire apparaître.

Concernant le NH₃ et les poussières, le suivi est assuré conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du site.

A noter qu'en 2022, une non conformité de la concentration NH₃ apparaît dans le rapport, mais celle-ci a été contredite grâce au suivi en continu, qui montre que la concentration ne dépassait pas les 2,5 mg/m³ (VLE=20mg/m³ en valeur instantanée).

Observations : Il appartient à l'exploitant de s'assurer que les VLE soient indiquées dans les tableaux d'autosurveillance et que les valeurs inférieures aux limites de quantification soient représentées autrement que par le chiffre 0.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Bilans et rapports annuels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2011, article 74.1.1 et 74.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bilans et rapports annuels
Prescription contrôlée : - <u>Article 74.1.1 : Bilan environnement annuel</u> L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1 ^{er} avril de chaque année, un bilan annuel (déclaration GEREP) portant sur l'année précédente : - des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées. - de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. - <u>Article 74.1.2 : Rapport annuel</u> Une fois par an, avant le 15 février, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent article ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée. - tonnage total de produits entrants par fournisseur ; - tonnage total de produits finis par catégorie ; - résultats d'analyses des matières premières ; - résultats des analyses de produits ; - gestion des non-conformes."
Constats : Les bilans et rapports annuels sont envoyés chaque année à l'inspection des installations classées. De plus, le logiciel <u>GEREP</u> est rempli. D'après l'exploitant, le suivi des non-conformités est réalisé au travers de tableaux (document interne) et est alloué aux différents responsables concernés. Un des tableaux a été présenté lors de l'inspection documentaire sur site. L'inspection n'a pas relevé de non-conformité majeure sur ce document.
Observations : L'exploitant pourra désormais transmettre ses rapports annuels par la voie électronique s'il le souhaite, à l'adresse ddpp-iaa@cotes-darmor.gouv.fr
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejets au milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2011, article 3.5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets au milieu naturel : Les effluents rejetés doivent être exempts : - de matières flottantes, - de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, - de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. Les eaux rejetées doivent également respecter les caractéristiques suivantes : - Température : < à +30°C - pH: compris entre 5,5 et 8,5 - Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

<ul style="list-style-type: none"> - Hydrocarbures totaux < 5 mg/l - DCO <125 mg/l - MES <20 mg/l - DBO5 < 20 mg"
<p>Constats : L'autosurveillance du site consiste en une analyse semestrielle de l'eau pluviale. Les analyses sont enregistrées régulièrement dans GIDAF et les résultats ne démontrent pas d'anomalies. Concernant l'impact de l'activité du site sur le milieu naturel, une étude IBGN est réalisée tous les quatre ans et transmise à l'inspection. Le rapport de 2023 conclu : "L'historique des analyses IBGN acquises depuis 2011 permet de confirmer sur la durée l'absence de dégradation entre les stations amont et aval."</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Entretien du débourbeur/déshuileur

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/01/2018, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée : " Un dispositif de traitement des eaux, de type débourbeur/déshuileur ou équivalent, est installé avant rejet dans le milieu naturel. le dispositif est de capacité compatible avec le débit rejeté. Il est vidangé autant que de besoin et à minima 1 fois par an".</p>
<p>Constats : Le débourbeur/déshuileur a été curé. Un document daté du 01/06/2023 a été fourni, enregistrant le transport de 3 Tonnes de boues à destination d'une filière dédiée à St-Malo.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Gestion du risque Incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/01/2018, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 6.6.4 de l'arrêté préfectoral du 16 août 2011 sont remplacées comme suit :</p> <p>« L'exploitant dispose à minima de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une réserve d'eau permettant la disponibilité en tout temps d'un volume de 1260 m³. La réserve est pourvue de prises d'eau autant que nécessaire, munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens des services Incendie et Secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé. La surface des aires d'accès de 240 m² est réalisée ; • 1/3 des besoins en eau soit 240 m³/h fournis par des poteaux ou bouches incendie à moins de 100 m de l'entrée du bâtiment. Cette disposition peut être aménagée sous réserve de validation préalable par les services du SDIS22 ; • un réseau fixe de robinets d'incendie armés (RIA) protégé contre le gel. Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre, soit isolée ; • une cuve de réserve d'eau affectée au réseau RIA et au sprinklage d'au moins 15 m³ ; • des extincteurs en nombre suffisant et de qualité adaptée au risque, répartis dans l'établissement et notamment à proximité de dépôt de matières combustibles et des postes de chargement et déchargement des matières ; • un système de détection automatique d'incendie.

<p>L'ensemble des dispositifs de ressources en eau et notamment en cas d'impossibilité de disposer de poteaux incendie de débit suffisant (2^e point), devra être validé par le SDIS22.</p> <p>L'implantation du bassin et des points d'eau sera validée avec le concours du SDIS22 et fera l'objet d'une procédure de réception, à laquelle devra être associé le SDIS22 dans les 3 mois suivant la signature du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant transmettra le procès verbal de réception à l'inspection ».</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral du 05/01/2018 prévoit au point 5 plusieurs aménagements. Lors de la visite sur site, ces points ont pu être vérifiés.</p> <p>Toutefois il a été constaté que les portails d'accès aux réserves d'eau sont ouverts au moment de la visite d'inspection.</p> <p>A noter que le lendemain, le 06/10/2023, l'exploitant a envoyé des photographies de ces portails, munis de cadenas.</p>
<p>Observations : Il conviendra d'entretenir les lagunes, notamment, afin de préserver notamment, la géomembrane qui commence à être envahie de végétation.</p> <p>Ce point sera revu lors de la prochaine inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Etude FLUMILOG

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/01/2018, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"L'exploitant réalise ou fait réaliser une étude par la méthode Flumilog, permettant de déterminer les effets thermiques létaux et irréversibles d'un incendie survenant dans le hangar de stockage des produits finis".</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude FLUMILOG datée du 28/03/2018 avait été transmise à l'inspection des installations classées, comme demandé dans l'arrêté préfectoral du 05/01/2018.</p> <p>Cette étude conclut : "L'évaluation des distances d'effets thermiques montre qu'en cas d'incendie généralisé du futur hangar de stockage d'engrais de Fertilal Quintenic, il y aura des zones d'effets dangereux qui sortiront légèrement de la limite de propriété sud :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Flux thermiques de 3kw/m² : impactent 360 m² d'une parcelle agricole [...]. <p>On note, cependant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que la configuration des îlots prévue dans le cadre du projet ne peut être intégrée à Flumilog, à défaut, une configuration proche et majorante a été retenue ; - l'absence d'effets dominos sur le site et hors site [...]; - les zones d'effets thermiques dangereux n'impactent pas l'accès au site ni au poste d'aspiration de la réserve en eau incendie".
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Incidents ou accidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2011, article 2.5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incidents ou accidents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. il précise</p>

notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident les effets sur es personnes et environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme."
<p>Constats : Un incendie est survenu sur le site en 2022.</p> <p>Le jour de l'incident, l'exploitant a informé le service d'inspection des actions menées au moment de l'incendie et des mesures prises à posteriori. Il a transmis la fiche de notification de déclaration d'accident/incident.</p> <p>Le retex qui a découlé de l'incendie a démontré une cause profonde d'origine humaine. En effet, il y a eu un forçage manuel d'un équipement qui a été à l'origine de l'incendie.</p> <p>Depuis, l'exploitant a réajusté et généralisé la formation de ses opérateurs.</p> <p>Le document de formation a été transmis aux inspecteurs.</p> <p>A noter que la dernière étude de dangers qui a été transmise aux services d'inspection, est la version du 28 octobre 2009. Celle-ci ne prends pas en compte ce phénomène dangereux.</p>
<p>Observations : Suite à l'incendie survenu en 2022 et aux évolutions du site, il conviendra de transmettre à l'inspection une étude de dangers mise à jour.</p> <p>Ce point sera revu lors de la prochaine inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Capacités de rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2011, article 6.5.3
Thème(s) : Produits chimiques, Rétentions
<p>Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel. La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir. Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.[...]"</p>
<p>Constats : Les capacités de rétentions observées le jour de l'inspection ne sont pas suffisantes au regard de la quantité d'AdBlue contenue au sein du site. L'exploitant a réagit immédiatement après la visite d'inspection et a passé commande pour l'installation de deux bacs de rétentions de 1200 l. chacun. Ces capacités sont nettement supérieures aux besoins de rétention réels.</p> <p>Le bon de commande a été transmis à l'inspection le 09/10/2023.</p>
<p>Observations : Il conviendra de mettre en place les bacs de rétention commandés.</p> <p>Ce point sera revu lors de la prochaine inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet